



La Commune



Retrait de la réforme Chatel

Education nationale

Contre la volonté majoritaire des enseignants, le ministre Chatel s'entête: il maintient la suppression de 16 000 postes au budget 2010 et doit publier très prochainement les textes de son projet de réforme du lycée, applicable à la rentrée 2010 en classe de seconde. C'est une remise en cause sans précédent des bases mêmes et du fonctionnement de l'Education nationale, s'agissant des élèves et de l'ensemble des personnels enseignants.

Les horaires des enseignements communs sont diminués, et en particulier l'aide individualisée est supprimée en français et mathématiques. Il y aura un horaire global pour la LV1 et LV2, qui devront s'organiser en groupes de compétences. Les enseignements de détermination disparaissent pour des enseignements d'exploration, d'1h30 seulement, qui relèvent de la découverte, dans une logique de champs et non de disciplines.

Moins d'heures pour les élèves

Chaque élève aura 2h d'accompagnement personnalisé qui regroupe du soutien, de l'approfondissement, de l'interdisciplinarité et de l'orientation. Cela peut paraître alléchant pour certains parents et élèves, mais la mise en pratique est très problématique : cela sort de la mission première des enseignants, les effectifs de classes sont très chargés, la situation d'un élève varie selon les matières... Les moyens horaires destinés aux groupes à effectifs réduits seront globalisés (au total 10h 30 par classe) ce qui passera par des arbitrages locaux entre disciplines... et donc pourra générer des tensions !

La même logique s'appliquerait ensuite aux classes de Première et Terminale...

Plus de travail pour les professeurs

Les enseignants seraient sous tutelle d'un conseil pédagogique, avec des membres désignés par la direction. Un tel conseil serait lui-même sous le contrôle du conseil d'administration. C'est donc une hiérarchie intermédiaire qui répartira les horaires de dédoublements et de TP, le tutorat, les horaires entre les langues, fera des projets et expérimentations diverses...Le pouvoir du chef d'établissement s'accroît donc, tout comme la concurrence entre les enseignants. Ces derniers verront la multiplication de tâches annexes puisqu'ils devront en plus d'enseigner: accompagner, faire du tutorat, soutenir, remplir des livrets de compétences, organiser la gestion de la pénurie et élaborer des projets porteurs pour mieux vendre son lycée...La charge de travail s'alourdit et la liberté pédagogique se réduit.

Enfin, les personnels qui travaillent avec les enseignants sont de moins en moins nombreux, que ce soient les conseillers d'éducation, les conseillers d'orientation, les médecins scolaires, le personnel de surveillance, les documentalistes... ce qui nuit au travail de tous.

Des établissements autonomes

Avec une telle réforme il est évident que les règles nationales sont de plus en plus bafouées: une partie des horaires, des programmes et des obligations de services dépendront de décisions locales !

Chaque établissement devrait avoir son propre label: le profilage des établissements ouvre la porte au recrutement local, sans barème. D'ailleurs, la création du master éducation et la diminution des postes aux concours alimentera un vivier d'enseignants précaires recrutés à master 2 (bac + 5) par les chefs d'établissement avec des contrats à géométrie variable.

L'autonomie accentuera le recrutement sélectif des lycées, la concurrence et les inégalités entre les établissements. Le baccalauréat est directement menacé, comme examen national et anonyme.

Bref, c'est l'éclatement de l'éducation nationale avec des normes communes qui garantissaient un minimum d'égalité sur l'ensemble du territoire, à la fois pour les élèves et les enseignants. Cette réforme répond avant tout à des impératifs économiques : réduire les moyens alloués à l'enseignement dans le cadre d'une politique d'économie

budgétaire, et subordonner l'enseignement au monde de l'entreprise fondé sur la recherche du plus grand profit. Les questions liées à la transmission de certains savoirs culturels deviennent secondaires...en tout cas pour la masse de la population, car les élites sont bien entendu préservées !

Pour faire reculer Chatel, seul le tous ensemble jusqu'au retrait de la réforme s'impose. La grande majorité des enseignants en est convaincue, car il y a urgence! Ce n'est en aucun cas des journées d'action ponctuelles, sans lendemain et mal préparées qui mettront en échec Chatel et ce gouvernement. Bien plus, c'est ce dispositif stérile des " journées d'action " qui permet depuis des années aux destructeurs de l'Ecole de continuer la casse en toute impunité.

Anne-Sophie Meignant,

1er février 2010

Modifié le dimanche 21 février 2010

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>